

sus de ce mouvement parce qu'elle considérerait la décentralisation (ou « cantonalisation ») de l'Etat comme propice au bouleversement social. Mais Serrano dissout l'Internationale qui, bien qu'elle déclarait compter déjà alors des dizaines de milliers de membres s'adapta sans résistance à la situation en répondant uniquement à l'ordre de dissolution par... un Manifeste de protestation adressé aux ouvriers espagnols. Et ils rentrèrent dans l'ombre jusqu'en 1881, quand les conservateurs firent place à un gouvernement plus libéral. Les Internationalistes sortirent alors de l'illégalité en créant une Fédération des travailleurs de la région espagnole, basée, elle aussi, sur le collectivisme anarchiste et qui atteignit, dès ses débuts, un certain développement. Une aile terroriste, mieux connue sous le nom de « Main Noire » se développa surtout en Andalousie et provoqua les persécutions de 1884.

En 1888, un Congrès, qui eut lieu à Valence, dissout définitivement la Fédération Régionale et lui substitua des groupes anarchistes libres.

Ce n'est qu'en Octobre 1910, au cours d'un Congrès qui se tint à Barcelone, réunissant des organisations ouvrières de Catalogne et d'Andalousie, que fut décidée la constitution de la Confédération Nationale du Travail, à caractère syndicaliste antiparlementaire et partisan de l'action directe.

Comme nous l'avons déjà dit, la Fédération de l'Internationale, en Espagne, à part l'épisode de Lafargue, fut toujours anti-autoritaire, contre Marx et le Conseil Général de Londres.

Lafargue avait réussi à gagner la majorité du Conseil Fédéral mais, exclu, il ne put que regrouper neuf membres dans la nouvelle Fédération de Madrid qu'il représenta au Congrès de La Haye (1872). Parmi ces neuf membres figurait le typographe Pablo Iglesias, le futur fondateur du Parti Ouvrier socialiste en Espagne. Ce parti, créé clandestinement, en 1879, fut définitivement fondé au Congrès de Barcelone, en août 1888, année dans laquelle les socialistes créèrent aussi leur centrale syndicale, l'U.G.T. Celle-ci était étroitement rattachée au Parti et Iglesias en était le Président, du parti et de l'organisation syndicale en même temps.

Le parti politique participa, dès ses débuts, à l'action politique, mais il ne rempor-

ta jamais un succès électoral. Iglesias n'entra au Parlement qu'en 1910, suite à la première coalition entre républicains et socialistes contre le gouvernement réactionnaire de Maura et l'expédition marocaine.

Le P. S. O. B. eut un caractère « ouvrieriste » et anti-intellectuel; il considérait les intellectuels comme des trublions, bons uniquement à introduire en son sein les discussions théoriques, inutiles, selon lui. A part quelques brèves et sporadiques apparitions d'intellectuels, comme Unamuno — aujourd'hui partisan de Franco — le Docteur Vera fut pendant longtemps l'unique fidèle au mouvement. Ce ne fut que peu de temps avant la guerre qu'on vit arriver en plus grand nombre les intellectuels au parti socialiste. Parmi eux, Besteiro, Ovejero, Luis Araquistain sont aujourd'hui des dirigeants du « Front Populaire ».

Le parti socialiste ouvrier espagnol, somme toute, eut depuis ses débuts, une couleur locale qu'on se plut à appeler « ouvrierisme » du nom de Pablo Iglesias qui mourut en 1925, à 75 ans, après avoir été depuis cinquante ans l'éducateur politique des cadres du Parti et de l'U. G. T. Cette particularité du Parti ouvrier espagnol, d'après Andrade dans son intéressante étude du réformisme, a revêtu le caractère d'une organisation du type philanthropique donnant l'accent sur le caractère moral et produisant ce type d'ouvrier que Primo de Rivera se plaisait à décorer pour « de bons et loyaux services » à ses maîtres.

Cet « ouvrierisme » rudimentaire du pablisme, était le reflet, dans le domaine économique, de la situation arriérée de l'Espagne où dominait surtout l'artisanat. (Non seulement Pablo Iglesias était comme nous l'avons déjà vu un ouvrier typographe, mais pendant longtemps tout le Comité Central du Parti fut, dans son entièreté, composé de typographes). Et, dans le domaine politique, il reflétait une notion élémentaire de la lutte des classes qu'aucune discussion théorique n'était venue enrichir.

Ce réformisme accentué fut une des principales causes du développement de l'anarchisme, sous des différents noms et le fait que les ouvriers les plus avancés et les masses les plus combattives se sont ralliées à la C. N. T., a pu faire croire que l'anárcho-syndicalisme représentait une forme plus révolutionnaire alors qu'en réalité son existence même était la preuve de l'état arriéré, du point de vue classiste, du prolétariat espagnol.

Pour bien comprendre la situation actuelle, il importe d'analyser la période qui

suivit la chute de Primo de Rivera — en janvier 1930, c'est-à-dire la période d'une année de son successeur, le général Bérenguer, et le court gouvernement de concentration monarchique de l'amiral Aznar, de février 1931 jusqu'aux élections municipales d'avril de la même année et qui amenèrent une seconde chute des Bourbons.

C'est, en effet, au cours de cette période que, dans le parti socialiste, se cristallisa une crise intérieure qui aboutit à la création de deux fractions. Comme on sait, après l'instauration, en 1923, de la dictature de Primo de Rivera, le parti socialiste et l'U. G. T. pratiquèrent une politique d'adaptation au nouveau régime. En échange de cette « neutralité bienveillante », Primo de Rivera laissa aux socialistes une certaine liberté de propagande et les fit entrer dans les organes consultatifs du régime et dans les comités paritaires, tous postes largement rétribués et d'autant mieux acceptés que la faiblesse du mouvement ouvrier, en Espagne, avait jusqu'alors été un obstacle à la formation d'une bureaucratie appointée comme c'était le cas dans des pays où le mouvement ouvrier était plus développé.

Le collaborationnisme arriva jusqu'à tolérer que l'Argo Caballero, toujours secrétaire de l'U. G. T. fut nommé conseiller d'Etat. Et même, en ce qui concerne l'offre des sièges au sein de l'Assemblée nationale corporative, dont le gouvernement envisageait la création, il se révéla une unanimité pour l'acceptation, au cours des débats du Conseil national. Seule, la crainte d'une réaction des masses ouvrières, empêcha le Conseil de se prononcer par un vote pour l'acceptation.

On assista à une véritable idylle social-dictatoriale. A Madrid, où à l'U. G. T., existait une opposition de communistes non encore dégénérés, les dirigeants de cette opposition se voyaient appelés à la Stû-été où quand ils n'étaient pas invités à entrer au Parti socialiste, on les défiait de continuer cette opposition sous menace d'arrestation.

Dans certaines localités de la région minière de la Biscaye, les Maisons du Peuple qui étaient aux mains des communistes, avaient été saisies par la Dictature, qui les avait attribuées aux socialistes.

Un courant « gauchiste », conduit par Prieto, se manifesta contre la politique de collaboration intime avec la Dictature,

pratiquée par les Caballero, Saborit et la direction du Parti. Mais la crise ne vint à la surface que pendant la période suivante: celle de la dictature que continua Bérenguer.

D'un côté, Besteiro et Saborit, qui s'appuyaient sur la bureaucratie syndicale, restaient fidèles à la politique traditionnelle du « quiétisme », sous prétexte de ne pas faire courir d'aventures au mouvement ouvrier. En réalité, ils entendaient sauvegarder les sinécures que la dictature leur avaient données. C'est ainsi qu'ils allèrent jusqu'à saboter la préparation de grève générale qui devait éclater en décembre 1930.

D'autre part, les « gauchistes » — Prieto et de los Rios, auxquels vint se joindre Caballero qui quitta de ce fait la clique « pablisme », — accentuèrent leur tactique de rapprochement avec les républicains. Ils participèrent à la préparation de la révolte militaire qui devait éclater en décembre 1930, avec l'appui de la grève générale. On sait que le soulèvement prématuré de la garnison de Jaca fit échouer ces projets.

Déjà alors, Prieto, Caballero et de los Rios firent partie du gouvernement provisoire qui avait été projeté en cas de succès. Ce furent les mêmes qui entrèrent dans le gouvernement d'Alcala Zamora en avril 1931.

Malgré cet opportunisme ou plutôt cette trahison des intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier restait toujours très faible : le parti socialiste avait, en 1930, 12,815 membres et l'U. G. T., 277,011.

Quant à la C. N. T., on sait que lors de l'instauration de la dictature, elle dissout « volontairement » les syndicats. Cette formule sauvait le principe, mais n'en signifiait pas moins l'adaptation sans résistance au nouveau régime. Ses effectifs atteignaient alors, d'après elle, un million de membres, mais n'oublions pas que pour les anarchistes espagnols ce chiffre était pour eux comme l'hécaton (cent) pour les anciens grecs : une quantité indéfinie, mais qui, en tout cas, doit donner une impression de nombre.

Déjà pendant la dictature, au sein de la C. N. T., le courant révisionniste des syndicalistes — de la nuance Pestana — s'était renforcé et était entré en lutte ouverte avec les anarchistes purs de la F. A. I. Les « F. A. Istes » étaient, au cours de